

Le Japon, du féodalisme au capitalisme

Une révolution au sein des élites

1- Le Japon sans Etat	page 2
2- L'apparition de l'Etat	page 2
3- L'Etat se bureaucratise	page 3
4- Le pouvoir impérial	page 3
5- Le Moyen Âge japonais	page 4
6- Le pouvoir des Tokugawa (1603-1868)	page 4
7- L'arrivée des puissances européennes, Portugal, Hollande	page 5
8- La société Tokugawa : la mise en sommeil des guerres de pouvoir	page 6
9- Le système féodal s'essouffle	page 9
10- Le retour des Occidentaux	page 9
11- Les Etats-Unis et la politique de la canonnière	page 10
12- Les traités inégaux	page 11
13- La prise de pouvoir par les Samouraïs réformateurs (1858-1868)	page 12
14- Le nouveau pouvoir centralise l'administration et la finance	page 13
15- L'Etat capitaine d'industrie	page 14
16- Un développement sur le dos de la paysannerie	page 16
17- L'Empereur et la société japonaise	page 17
18- Le colonialisme japonais et la guerre	page 19
19- Le Japon, un cas particulier	page 21
Bibliographie	page 22

Le Japon a été le premier pays à devenir une puissance capitaliste concurrente des vieilles puissances occidentales (Europe, Etats-Unis). C'est un pays qui n'a jamais été colonisé par une autre puissance. Et c'est un pays qui, en une dizaine d'années à partir de 1858, va passer du féodalisme au capitalisme. C'est son élite féodale qui va diriger, au travers d'un Etat centralisé, cette nouvelle orientation économique et politique. Celle-ci permettra l'éclosion et l'ascension d'une nouvelle classe bourgeoise japonaise, qui jusque-là existait avec ses marchands, ses banquiers, mais était enserrée dans un système féodal qui ne lui laissait aucune place politique, de nombreuses barrières économiques entravant et limitant son commerce et ses affaires. Cette couche ne contestait d'ailleurs pas la place de subalterne à l'élite féodale, dans la société ancienne japonaise.

Quelques données sur le Japon aujourd'hui

378 000 km² (0,7 fois la France), des milliers d'îles (d'où le nom d'archipel du Japon) mais quatre principales qui représentent 99% du territoire : au nord Hokkaido (79000 km²), au centre Honshu (227 000 km²), au sud Shikoku (18000 km²), Kyushu (36000 km²), et plus au sud encore l'archipel des Iles Ryukyu. Cet ensemble d'îles totalise plus de 3000 km de long.

La Corée du Sud se trouve à 177 km, et les côtes chinoises à plus de 800 km.

La population (2023) est de 127 millions d'habitants (elle n'était que de 25 millions en 1800 soit un facteur 5, alors qu'en France, avec une population quasi identique en 1800, en 2023, elle est de 67 millions d'habitants, soit un facteur de 2,7). On vit essentiellement sur les côtes. Le Grand Tokyo représente 35 millions d'habitants.

Le pays est essentiellement montagneux. Les terres cultivables ne représenteraient plus aujourd'hui que 13% de la superficie du pays (en France c'est plus de 50%).

1) Le Japon sans Etat

La présence humaine sur le territoire actuel du Japon est attestée il y a 23 000 ans par la présence d'outils lithiques (pierre). Cette culture a été nommée *Iwajuku* (du nom d'une localité près de Tokyo). La culture Jomon est un peu mieux connue, elle est datée de -14 500 av JC. Elle a laissé des poteries datées de 11 000 av JC. Une population de chasseurs-cueilleurs s'est alors sédentarisée. Elle vit sans Etat et sans inégalités importantes de richesses. L'abondance des richesses naturelles lui permet de vivre et se nourrir relativement bien dans des villages de plusieurs centaines d'habitants. Cette population fera visiblement le choix de refuser l'agriculture basée sur le riz, qui sera pratiquée en Chine aux alentours de 8 000ans av JC. Vers -400, la population Jomon est estimée à plus de 200 000 habitants et vit essentiellement sur la côte Est du Japon.

2) L'apparition de l'Etat

C'est une nouvelle culture appelée Yayoi, vers -1000, -800, qui va introduire l'agriculture et l'Etat au Japon. Ces agriculteurs viennent du continent, par le détroit de

Corée. C'est eux qui introduisent le riz sur l'archipel. La culture Jomon va progressivement disparaître, assimilée ou reléguée dans le nord du Japon. Le peuple Aïnous, qui signifie « humain » dans leur langue (20 ou 25 000 personnes) et vit aujourd'hui encore sur Hokkaido, serait le descendant des Jomon. Les Yayoi importent du continent la pratique de la métallurgie, aux alentours de 0 et 100 ap JC. Les inégalités sociales s'installent. Ces évolutions sont reconnues en archéologie par les richesses retrouvées dans les tombes princières, appelées *Kofun* (tertres gigantesques de 300 mètres de long) et par la différenciation des dimensions et des richesses des habitations.

3) L'Etat se bureaucratise

L'écriture et la religion bouddhiste apparaissent vers le 5^{ème} siècle. Ces deux phénomènes proviennent tous deux de Chine et correspondent à l'apparition d'un nouvel Etat bureaucratique au Japon. Au 7^{ème} siècle, les luttes princières au Japon font place à une centralisation du pouvoir calquée sur le régime politique de l'Empire chinois des Tang. La royauté de la région du Yamoto (partie sud de Honshu) se renforce avec à sa tête le clan Soga. Le Yamoto prend alors le nom de Japon (Nihon). Le clan Soga établit sa suprématie sur les autres clans, par alliance ou par la guerre, et s'impose au nord comme au sud. L'institution royale se renforce, le roi devient *tennō*, ou dirons-nous, empereur. Le premier à prendre ce titre, un dénommé Tenmu, devient un dieu vivant à l'image du souverain chinois. On lui invente une descendance le reliant à la déesse du soleil Amateratsu et toute une histoire dynastique de plus de mille ans. Cette histoire mythique codifiée dans les premières annales officielles survivra jusqu'à aujourd'hui.

4) Le pouvoir impérial

Pour raffermir le nouveau pouvoir centralisé, une réforme agraire est organisée. La terre cultivée par les paysans est la principale source de richesse aux 7^{ème} et 8^{ème} siècles. Elle est désormais allouée par l'administration impériale. Elle est donc recensée, cadastrée et ensuite attribuée aux familles paysannes. Il s'agit ainsi de procéder à une levée d'impôt beaucoup plus simple pour le pouvoir central. Le paysan doit verser son impôt en nature (riz, soie, produits artisanaux) au chef de village, qui le reverse ensuite à un agent de l'Etat. La base fiscale est le village. Si un paysan ne paie pas l'impôt, c'est le village qui est responsable. L'attribution de la terre n'est pas donnée à vie et peut-être redistribuée à diverses occasions. Le paysan doit cultiver sa parcelle, « c'est son devoir et non pas son droit ». L'ensemble de ses charges représente 20% de la récolte. L'homme doit également 60 jours de service militaire par an, en fournissant lui-même armes et nourriture.

Cette réforme, qui permet une levée rationnelle de l'impôt et renforce l'institution centrale de l'Etat impérial, affaiblit le pouvoir des princes et des potentats locaux, qui bénéficiaient directement du travail du paysan. Ils deviennent des fonctionnaires qui collectent l'impôt pour l'Etat Impérial central et assurent l'encadrement militaire des paysans lorsqu'un conflit éclate. Cette noblesse fonctionnaire de petit rang se distingue de la noblesse de cour qui vit dans la capitale impériale autour de l'empereur. Elle garde un lien avec la terre et les paysans, qu'elle renforce en acquérant des droits héréditaires de

fonctionnaires. Au fur et à mesure, une cassure va s'effectuer avec la noblesse de cour, et le pouvoir central impérial va progressivement s'effriter au profit des pouvoirs locaux.

5) Le Moyen Age Japonais

Au 12^{ème} siècle, la terre est redevenue propriété des seigneurs locaux. C'est le Moyen Age japonais. Le pouvoir impérial ne contrôle plus qu'une partie du territoire qui ne suffit plus à entretenir toute la noblesse de cour. Il n'a plus les moyens armés de maintenir l'ordre impérial. Le pays qui avait connu pratiquement cinq siècles de paix va rentrer dans une période de 5 siècles d'instabilité et de guerre civile.

Mais ce n'est pas pour autant la disparition du pouvoir impérial et de toute sa clique. Les clans les plus puissants vont s'affronter militairement pour le pouvoir mais sans jamais vouloir supprimer l'empereur. C'est que subsiste dans l'idéologie des seigneurs l'idée que le Japon impérial doit subsister et que l'empereur, dieu vivant, incarne une continuité historique. C'est la période de ceux que l'on nomme Bushi ou Samouraï avec leur code militaire. Différents clans accéderont au pouvoir durant ces cinq siècles. Les différents chefs de clans au pouvoir seront appelés Shogun et exerceront le pouvoir à partir de leur capitale de fief. Le Shogun associe différents seigneurs vassaux les plus puissants au pouvoir central tandis que le pouvoir dans les provinces est exercé par une administration militaire dirigé par les seigneurs locaux. Les plus puissants sont appelé les *daimio*. Les dernières terres du domaine impérial sont distribuées par les Shoguns à leur vassaux ou membres de leurs familles. La terre redevient totalement privée, elle n'est plus du tout sous une autorité centrale.

6) Le pouvoir des Tokugawa (1603-1868)

A la fin du 16^{ème} siècle, dans les années 1590, un shogun, Hideyoshi, après avoir soumis plusieurs fiefs qui contestaient son pouvoir, se pense suffisamment fort pour partir à la conquête de toute l'Asie, de la Chine à l'Inde en passant par les Philippines. Vaste programme. Pour cela, il lève une armée de 158 000 hommes qui envahit la Corée en 1592. Le royaume Coréen, qui est un vassal de l'empire chinois Ming, fait appel à celui-ci pour repousser les Japonais. C'est une lourde défaite pour l'armée japonaise. Les clans qui ont fait allégeance au shogun dans cette expédition perdent beaucoup d'hommes et beaucoup de samourais. Un clan n'a pas participé à cette expédition, et ne subit donc pas la défaite, c'est le clan Tokugawa, dont le fief se situe dans la région de l'actuelle Tokyo, qui à l'époque se nomme Edo. Le règne du clan Tokugawa va durer de 1603 à 1868, c'est la période Edo.

Cette période va connaître deux particularités importantes : le commerce extérieur va être encadré et limité par l'autorité centrale shogonale, et le pays va profiter d'une longue paix intérieure sans guerre civile.

7) L'arrivée des puissances européennes, Portugal, Hollande

Au 16^e siècle, commence l'influence des puissances européennes. Dès 1494, le Traité de Tordesillas partageait le monde entre les deux puissances maritimes principales, l'Espagne et le Portugal. Le Japon se retrouve dans la région réservée au Portugal.

Jusque dans les années 1550, le Japon échangeait avec la Chine de l'or contre de l'argent, de la monnaie de cuivre, de la soie et des étoffes. Lorsque ce commerce prend fin, le Portugal en profite pour devenir l'intermédiaire commercial entre la Chine et le Japon. Des textiles indiens sont vendus à Macao (Chine) contre de l'or et de la soie chinoise, ensuite échangés contre de l'argent au Japon. Ce métal argent peu cher est ensuite rechangé avec bénéfice en Chine contre de l'or. Entre 1560 et 1640, ce sont plus de 9 000 tonnes d'argent qui sont exportées du Japon vers la Chine.

L'autre puissance montante de l'époque est la Hollande. Elle aussi commerce avec le Japon, la soie et le cuivre. Dans des villes libres autogérées, de grandes maisons de négoce et commerces se créent. Le Japon lui-même se lance dans le commerce en direction du sud-est asiatique, et jusqu'à Acapulco (Mexique). De multiples colonies japonaises s'installent dans les grands ports asiatiques. Des Japonais s'installent en Hollande, à Rome, à Londres.

Sentant peut-être ce commerce florissant lui échapper au profit des étrangers, des marchands et des *daimio* associés, le shogun Mitsu Tokugawa décide au cours des années 1630 de durcir l'octroi des licences aux marchands japonais, donc le pouvoir de commercer. Il interdit à tout japonais ayant vécu plus de cinq ans à l'étranger de rentrer au pays et expulse les japonaises et leurs enfants mariées à des étrangers. Finalement en 1634-1635, le commerce maritime japonais est prohibé. Plus aucun bateau japonais ne peut commercer à l'étranger. L'idée qui se profile derrière cette mesure est que le Japon étant le centre du monde, ce sont les pays alentours qui doivent apporter leurs tributs et non les Japonais exportant les leurs par le commerce.

En 1639, les Portugais sont expulsés. Seuls les Hollandais peuvent encore commercer à partir d'une petite île au large de Nagasaki. Ils ont obtenu ce privilège car leurs canons ont servi à écraser une révolte paysanne à Shimabara (région de Nagasaki). Bien qu'ayant comme origine un problème local d'un *daimio* voulant augmenter les impôts, cette révolte a pris une tournure religieuse chrétienne, dirigée par un seigneur converti au christianisme. La révolte écrasée grâce aux canons hollandais, la pratique du christianisme est interdite et punie de mort sur tout le territoire japonais. La dernière moitié du 16^{ème} siècle avait vu la montée du christianisme grâce aux compagnies jésuites introduites par les portugais et la conversion de *daimio* de la région de Nagasaki.

La Hollande reste donc le seul interlocuteur commercial étranger avec le nouveau régime shogunal. Le contrôle du commerce extérieur s'assouplira par la suite, permettant à d'autres pays asiatiques de pouvoir aussi commercer, mais toujours sous surveillance. L'ouverture sur le monde du Japon ne se fera que par l'intermédiaire des Hollandais. Elle permettra aux élites un accès, même s'il est restreint, aux découvertes scientifiques en Europe, aux informations politiques du monde et aux nouvelles idées.

8) La société Tokugawa : la mise en sommeil des guerres de pouvoir

Les classes supérieures

Bien que jurant fidélité et loyauté à l'Empereur, le shogunat Tokugawa décrète Edo (la future Tokyo) capitale de l'empire, enlevant cette fonction à Kyoto, la ville où réside l'empereur et sa cour. L'Empereur, dont le rôle politique s'était amoindri au cours des siècles précédents, est officiellement mis au pas. Il ne sera accordé à l'Empereur et sa cour de nobles que la possession de terres autour de Kyoto. L'entretien des palais, résidences et tombeaux de l'empereur et des familles proches est pris en charge par le pouvoir (*Bakufu*). Le rôle de l'Empereur est réduit dans une ordonnance de 1615 à devoir se consacrer aux études, celui des nobles civils à cultiver les lettres et les arts traditionnels. Kyoto est réduit à un rôle de capitale culturelle où ses activités économiques se limitent à la production d'objets de luxe (étoffes de soie riches, céramiques pour la cérémonie du thé, laques rares). L'empereur ne peut même plus intervenir dans la nomination du Shogun, car à partir de 1605, c'est obligatoirement un membre de la famille Tokugawa qui deviendra Shogun : une lignée, une dynastie s'installe au pouvoir.

Pourtant, même affaibli politiquement et économiquement, l'empereur est toujours là. C'est une sorte de béquille historique qui peut servir en cas de défaillance de l'Etat central. Il faudra attendre 250 ans, en 1868, pour que son rôle redevienne de premier plan.

Le gouvernement du Shogun est le *Bakufu*. Il est constitué d'un conseil restreint au nombre des seigneurs les plus importants (on les appelle les *Fudai*). C'est la composition de ce conseil qui assure la stabilité du régime shogunal. Mais une partie des seigneurs de haut rang n'ont pas accès aux responsabilités (on les appelle *Tozama*), ce sont ceux qui ont perdu la guerre pour le pouvoir et se sont soumis aux Tokugawa. Ces seigneurs guerriers ont pu conserver des territoires (fiefs) mais ils ne sont pas consultés pour les grandes décisions. On les retrouve surtout au sud ainsi qu'au nord. C'est de ces fiefs écartés du pouvoir (*Tozama*) que sortiront les élites qui seront à l'œuvre dans le renversement des Tokugawa et au renversement du système féodal en 1868.

En attendant, pour s'assurer le contrôle de tous ces seigneurs les plus riches (qui représentent environ 250 à 300 fiefs), le Shogun les oblige à résider la moitié de l'année à Edo ainsi qu'une partie de leur famille, la gardant ainsi en otage lorsque le seigneur rentre dans sa province. C'est aussi, pour l'autorité centrale, un moyen de pouvoir contrôler étroitement les mariages et adoptions au sein de la caste militaire et avec la noblesse impériale. Les seigneurs acceptent cet état de fait. Rentré dans son domaine, le *daimio* entouré de ses hommes en armes administre son territoire à l'image du gouvernement central, avec sa propre cour seigneuriale.

Les trois quarts environ du territoire sont donc organisés en confédérations subordonnées au pouvoir du shogun par des liens personnels entre lui-même et les daimyo. Un peu plus de 15 % du territoire sont directement sous l'autorité du Shogun et gouvernés par le Bakufu. Le reste du territoire est partagé entre l'Empereur et sa cour de nobles de Kyoto et les temples bouddhistes (10%). Les monastères bouddhistes qui constituaient une importante puissance militaire sont désarmés mais conservent leur autonomie territoriale.

Une division de la société s'est instaurée en quatre classes distinctes et très cloisonnées selon un ordre décroissant. Tout en haut de la pyramide, on trouve les *Samourais* qui sont la classe des guerriers (et dont sont issus les seigneurs *daimio*). Ensuite se trouvent les paysans, puis les artisans et, pour terminer, les marchands. Les mariages entre membres des différentes classes sont interdits. L'Empereur et sa noblesse, les religieux ne font pas partie de cette division de la société. Ils ont un statut à part. Les mendiants ou certaines gens vivant dans les forêts, eux n'ont aucun droit dans la société japonaise, leur statut ressemble aux « intouchables » de l'Inde.

Sous les Tokugawa, chaque Samourai est subordonné soit au Shogun soit à un grand seigneur *daimio*. Il ne peut changer de maîtres. S'il n'en a plus, il ne peut que devenir paysan. Sinon, il survit grâce au bon vouloir de la population et devient alors un *ronin*. Les *samourais* ont donc une solde mensuelle selon son rang, ils sont payés en riz. Ils se retrouvent les seuls à pouvoir porter des armes. Mais, ayant moins de travail militaire, ils vont souvent devenir les administrateurs des domaines seigneuriaux, leurs maîtres ayant l'obligation d'être présents la moitié de l'année à Edo. Ils se consacrent aussi à l'art, le combinant avec le métier des armes. Les valeurs guerrières vont s'intégrer dans leurs nouvelles fonctions. On le verra plus tard, les samourais seront à l'origine du nouveau régime qui renversera le système féodal, tandis que leurs valeurs guerrières et leurs codes seront infusés dans toutes les fonctions du futur Japon moderne.

Les Paysans

Les paysans forment 80 à 90% de la population et ce sont eux qui produisent la richesse du Japon. Pour eux, quels que soient les changements de régime au-dessus de leur tête, pouvoir de l'empereur ou pouvoirs des *daimio* et du *shogun*, c'est le travail de la terre qui leur permet de vivre et l'impôt en nature qui leur est prélevé qui contribue à la richesse des classes dirigeantes. Sous les Tokugawa, l'administration shogunale a effectué un recensement des terres, afin de faire un relevé le plus précis possible de la production imposable de riz. Cette mesure a pour but de connaître la puissance de chaque *daimio*.

Dans les premiers temps de ce nouveau règne, il semble bien qu'il y ait une nette amélioration du sort de ces paysans, dû à la paix nouvelle. La surface cultivable passe de 1,62 million d'hectares en 1600 à 2,83 millions en 1720. Une redistribution de la terre à travailler est faite pour chaque paysan. La terre ne lui appartient pas mais il a droit à une terre à travailler. A noter que la terre n'appartient pas non plus au *daimio* qui lève les impôts. Une certaine égalité de richesse s'est ainsi établie dans le monde paysan, mais celle-ci, au fur et à mesure des années, va s'estomper.

C'est que le monde paysan, au Japon, est soumis comme tous les paysans du monde, aux aléas climatiques mais aussi aux tremblements de terres très fréquents. Le paysan qui voit sa récolte décroître quand survient un événement de ce type, est obligé d'emprunter du riz à un autre paysan pour payer l'impôt ou se nourrir. Le paysan prêteur va alors acquérir des droits sur la récolte de celui qui s'endette (et non pas sur la terre qui n'est pas vendable). Le paysan endetté devra alors s'acquitter de l'impôt en nature à son seigneur et du remboursement en nature ou en monnaie de sa dette à un autre paysan ou un marchand de la ville. Cet endettement particulier va pousser certains paysans à s'orienter vers d'autres

cultures telles que le coton, le colza ou l'élevage du ver à soie. Ces nouvelles cultures n'étant pas frappées par l'impôt seigneurial, elles peuvent être vendues sur les marchés en échange de monnaie, monnaie revenant ensuite vers les paysans ou marchands prêteurs.

Un phénomène d'enrichissement de paysans aisés va conduire ceux-ci à quitter massivement la campagne pour vivre en ville, contribuant ainsi à leur expansion. A la fin du 18^{ème} siècle, Edo compte un million d'habitants, Kyoto, 570 000 et Osaka 350 000. Pour les paysans, après les aléas climatiques et autres, s'en rajoute un, l'aléa monétaire. Ils sont maintenant endettés également en argent.

Les artisans et marchands

Artisans et marchands vivent dans les villes. Sous le règne des Tokugawa, Ils ne vont cesser de s'enrichir, profitant du développement des villes et du commerce à l'intérieur du pays (le commerce extérieur restant contrôlé par le Shogun). Ce commerce intérieur est dû en partie aux migrations annuelles des *daimio* et de leurs *samourais* entre leurs résidences dans leurs fiefs et Edo. Il leur faut de nouvelles constructions de châteaux, de maisons pour loger le personnel, des objets et vêtements de luxes, des spectacles etc... Une proto industrie va apparaître dans le domaine de la céramique, de la soie, du coton, organisée par des corporations artisanales. Celles-ci profitent de la main d'œuvre dans les campagnes pour organiser le travail à domicile d'une partie du monde paysan, surtout des femmes.

Les marchands (*chōnin*) qui sont, rappelons-le, la quatrième classe de la société japonaise, vont bénéficier du monopole des transactions commerciales et monétaires. Celles-ci étant considérées par la classe dirigeante « comme la besogne vile par excellence ». Ils organisent la vie économique du pays en transportant les surplus agricoles ou les marchandises fabriquées dans les campagnes vers les marchés locaux ou ceux des grandes villes. Sous les Tokugawa, ils se voient confier les institutions de frappe et circulations des monnaies (or, argent, cuivre et bronze). A partir du 18^{ème} siècle, les grands marchands utilisent les lettres de change (plus besoin du transport de monnaie pour régler une somme dûe) entre les quatre grandes places financières de l'époque que sont Osaka, Kyoto, Edo et Nagasaki, le seul port de commerce international ouvert aux Hollandais, Chinois et Coréens.

Deux de ces marchands, Mitsui et Sumitomo, sont aujourd'hui les plus puissants banquiers et assureurs japonais. Ces marchands deviennent au fil du temps et de leur montée en puissance les créanciers du *Bakufu* (le gouvernement du shogun) et des *daimio*. Pour ces derniers, la taxation du monde paysan ne suffit plus, car leur train de vie devient de plus en plus fastueux et demande de plus en plus d'argent que seuls les marchands peuvent leur prêter.

Malgré leur puissance financière certaine, les marchands sont régulièrement contraints à des annulations de dettes de la part de l'administration shogunale. Cette pratique revient à faire payer par les marchands l'entretien des seigneurs et de leurs vassaux, en clair l'entretien du système féodal. Les marchands sont également soumis à des contributions extraordinaires quand un incendie, un typhon ou des crues de rivières causent des dommages dans les villes. Et ils subissent le système dit des « offrandes », où ils doivent financer des fêtes somptueuses, des réfections de palais, etc... Certains marchands ne

résistent à ces ponctions financières et leurs affaires s'écroulent. Seuls les plus gros, comme les deux cités précédemment, ont pu tenir sur la durée. La bourgeoisie japonaise représentée par les marchands banquiers, ne s'est jamais trouvée en position politique de pouvoir supplanter le pouvoir seigneurial.

9) Le système féodal s'essouffle

Au cours des années 1800, le système féodal va arriver en bout de course. La noblesse guerrière se délite. Non seulement son mode de vie fastueux la pousse à s'endetter constamment, mais elle est aussi confrontée à un problème de répartition des fiefs pour sa progéniture. C'est qu'à chaque naissance d'un homme, il faut lui attribuer un fief. Et la terre cultivable elle, n'est pas extensible, du moins jusqu'à un certain point, en améliorant les techniques de cultures. Un fractionnement des fiefs s'opère, de génération en génération, jusqu'à ce que des rejetons de cette noblesse guerrière n'aient plus accès à un fief. Si certains arrivent à se recaser dans d'autres familles, deviennent paysans avec un statut particulier puisqu'ils peuvent porter le sabre, une multitude se retrouve errant sur le territoire avec leurs armes, vivant de brigandage en marge de la société, et qu'on appelle les « ronin ».

Des révoltes paysannes se produisent contre l'impôt levé par les *daimio*, durement réprimées durement par les *samouraïs*. Ces révoltes restent cantonnées dans les fiefs. Les marchands sont parfois également visés, accusés de spéculation sur le riz. Mais en 1837, cette fois, après une dure famine de plusieurs années, c'est sur les terres du *shogun*, dans la région d'Osaka, qu'une révolte se produit. Cette révolte est dirigée par des fonctionnaires du *bakufu* « pour châtier les autorités shogunales incapables de laisser aux pauvres leur part de riz ». Osaka est incendié et 18 000 maisons brûlent. La révolte est matée et ne s'étend pas, mais pour la première fois l'autorité shogunale est mise en question. Pour l'instant aucune force politique ou sociale ne vient bousculer le pouvoir shogunal. Le coup de pouce décisif va venir de l'extérieur.

10) Le retour des Occidentaux

Un changement majeur va affecter toute l'Asie. La marine anglaise prend la place de la marine hollandaise comme puissance maritime dans toute la région. Des navires anglais ou américains ont déjà fait des incursions dans les années 1820 au large du Japon. L'empire russe colonise la Sibérie et s'approche du Japon par le nord (îles Kouriles et Sakhaline). Le *bakufu* s'inquiète et décrète en 1825 de faire feu sur tout navire étranger qui s'approcherait des côtes.

En 1841, lors de la guerre de l'opium, la flotte anglaise bombarde Canton en Chine et contraint l'armée chinoise à capituler. Cette nouvelle, transmise depuis Nagasaki par les Hollandais et les Chinois, est un électrochoc pour les autorités japonaises. La défaite de l'Empire chinois leur fait comprendre que le Japon risque d'être le prochain sur la liste et qu'il ne pourra se défendre face à la puissance des canons anglais. Certes, le *bakufu* a connaissance des innovations militaires occidentales qui sont déjà appliquées dans certains

fiefs du sud autour de Nagasaki, grâce aux connaissances en la matière des hollandais. Mais par conservatisme, pour ne pas remettre en cause les arts militaires traditionnels, il rejette dans un premier temps toute innovation de l'armement et des techniques militaires.

Ce sont donc des *daimio* du sud et du nord qui vont eux-mêmes se lancer dans la construction de haut-fourneaux afin d'être en capacité de fondre des canons égaux en puissance à ceux des Anglais. Quant au *Bakufu*, conscient que les Occidentaux finiront par entrer en contact pour exiger la liberté de commercer, et ne se sentant pas prêt militairement, il décide le 29 août 1842, l'abrogation de l'édit ordonnant de faire feu sur les navires étrangers. Ainsi donc, alors que le gouvernement prévoit de capituler devant les étrangers, des *daimio* prévoient eux de leur faire la guerre en adaptant leur armement et leurs techniques militaires.

En 1846, année où les incursions des marines anglaise, française, américaine et russe se font de plus en plus fréquentes, un *daimio* Tokugawa, Nariaki, du fief de Mito, conscient du fait que les *daimio* sont sur le point de contester la suprématie du shogun et de prendre leurs ordres à la cour impériale, écrit au *bakufu* : « *Ce n'est pas que l'empire appartienne définitivement aux Tokugawa. L'Empire est un Empire qui appartient à l'Empire : lorsqu'il s'agit de la sécurité du Japon, si vous ne manifestez pas clairement et de façon certaine votre volonté, il ne fait pas de doute que les daimio tozama et les autres seigneurs agiront sans attendre vos ordres. A ce moment-là, la cour impériale ne resterait pas indifférente et, bientôt, il pourrait se produire des événements à votre insu.* » De fait, l'Empereur et les nobles de la cour impériale, jusque-là cantonnés dans les affaires culturelles, s'expriment maintenant contre la présence étrangère et se rapprochent de la partie des seigneurs écartés du pouvoir (les *tozama*).

11) Les Etats-Unis et la politique de la canonnière

Dès 1845, le congrès des Etats-Unis avait voté une résolution qui invitait le gouvernement à prendre des mesures pour établir des « arrangements commerciaux » avec le Japon. En 1853, l'amiral Perry, nommé commandant de la flotte des Indes Orientales, se présente le 8 juillet à l'embouchure de la baie d'Edo avec quatre navires de guerre. La demande des Américains est de réclamer au gouvernement japonais la liberté d'entrer dans un port au sud du Japon, pour se procurer vivres et charbon. Ils repartent quelques jours plus tard vers la Chine et annoncent qu'ils reviendront l'année suivante pour prendre connaissance de la réponse du shogun.

Les Japonais sont surpris par la faiblesse de la demande américaine. Les *daimio* sont consultés, certains avouent n'avoir aucun avis sur la question, mais la plupart sont conscients que l'Empire n'est pas prêt à la guerre avec les Occidentaux, sur le plan technologique. L'idée qui se dégage des consultations seigneuriales, c'est qu'il faut gagner du temps dans les négociations avec les Américains, afin de lancer des grands travaux de rénovation militaire dans l'artillerie, la marine et l'armée de terre, en vue d'opposer une résistance militaire d'égal à égal. La tâche est ardue pour le *bakufu*.

Abe Masahiro, qui en est le chef, est conscient qu'une modernisation efficace de l'armée sur une dizaine d'année est impossible sans un effort immense du pays et qu'il ne pourra être en position de force pour négocier face aux puissances occidentales. Sauf qu'il ne peut le dire aux seigneurs. Ce serait faire montre de faiblesse face à eux. Certains seigneurs l'ont bien compris. Les *daimio tozama*, écartés du pouvoir central, surtout ceux du Sud du Japon qui ont déjà commencé déjà la modernisation de leur armée, proposent leur aide, et revendiquent une place au gouvernement. C'est une réforme du pouvoir qui est à l'ordre du jour. Mais les puissances étrangères ne vont pas laisser le temps au pouvoir shogunal pour se réformer.

12) Les traités inégaux

Un mois après le départ des Américains, ce sont quatre navires russes commandés par l'amiral Poutiatine qui entrent dans la baie de Nagasaki. Les négociations avec les Russes vont durer des mois. Elles portent sur l'ouverture de ports à la marine russe et sur les tracés de frontières à Sakhaline et dans les îles Kouriles. Mais les nouvelles du retour des Américains vers le Japon précipitent le départ des Russes, bredouilles de leurs négociations.

Le 24 février 1854, ce sont sept navires américains qui remontent l'embouchure et se postent devant Edo. Le *bakufu* est pris au dépourvu et signe le 31 mars 1854 un « *traité de paix et d'amitié entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Empire du Japon* » en douze articles (traité de Kanawaga). Ce premier traité n'impose pas de relations commerciales mais ouvre deux ports japonais aux bâtiments américains (Shimoda et Hakodate), le droit de se ravitailler en charbon et en vivres, et la liberté de circuler pour les citoyens américains. L'envoi d'un consul américain est aussi envisagé. Le *bakufu* respire un peu et croit avoir limité les dégâts. Mais l'intention des Américains est tout autre, ils reviendront plus tard avec un traité sur le commerce.

En septembre 1854, la flotte anglaise se présente à Nagasaki, et avertit le Japon qu'elle et la France sont en guerre contre la Russie (Guerre de Crimée). Hokodate et Nagasaki sont ouvertes aux navires anglais et français. En février 1855, ce sont les navires russes qui sont devant Osaka où un traité de paix est signé, délimitant les frontières dans l'archipel des Kouriles et l'île de Sakhaline.

Le *bakufu* peut se croire écarté pour quelques années de toute menace grave, les concessions vis-à-vis de l'Occident se limitant pour l'instant à l'ouverture de ports. Ce statu quo apparent lui ouvre l'espoir de pouvoir perfectionner son armement. Pour cela, il s'adresse aux Hollandais qui vont lui fournir des instructeurs dans le domaine maritime. Et il leur permet d'installer un chantier naval moderne à Nagasaki, d'où un premier navire à vapeur sortira en 1858.

Une fois de plus, le répit est de courte durée pour les autorités japonaises. Dès 1856, les Américains imposent un consul, Townsend Harris, sur le sol du Japon. Celui-ci exige comme seul interlocuteur crédible le chef du gouvernement du *bakufu*. Et le 29 juillet 1858 est signé le premier traité commercial nippo-américain. Ce traité prévoit l'ouverture des ports de Kanawaga, Nagasaki et Hakodate pour les Américains ainsi que l'échange d'agents

diplomatiques. Les citoyens américains sont libres de commercer (sauf l'opium), de vivre dans ces ports et bénéficient de l'extraterritorialité qui permet aux citoyens étrangers d'être jugés selon les lois de leur pays et non suivant les lois japonaises. Des taxes faibles à l'importation et à l'exportation sont fixées sous contrôle étranger.

Dans les jours qui suivent, toutes les autres puissances obtiennent à leur tour la signature des mêmes traités au nom de la « *Clause de la nation la plus favorisée* », clause qui oblige le Japon à accorder à tous les pays signataires les mêmes règles commerciales. La menace militaire de la France et de l'Angleterre a convaincu le *Bakufu* de signer. De nouveaux ports sont ouverts au commerce en plus de ceux concédés aux Etats-Unis : Edo, Kobe, Yokohama. Les traités Ansei ou traités des cinq puissances (Angleterre, Etats-Unis, France, Hollande et Russie) font partie de la longue liste des traités inégaux signés en Asie. Le *bakufu* évite une défaite militaire comme en Chine, mais il ne va pas éviter le ressentiment de l'humiliation de toute une partie de la classe dirigeante.

13) La prise de pouvoir par les Samourais réformateurs (1858-1868)

La signature des traités inégaux va entraîner une crise politique de 10 ans dont le régime ne se relèvera pas. Un sentiment de xénophobie anti-étranger se propage dans la noblesse. Celui-ci existait déjà chez une partie des élites, mais il restait en veilleuse tant que des étrangers n'étaient pas présents sur le sol de l'Empire. Ce sentiment va se concrétiser dans une alliance politique entre une partie des *daimio* et la cour impériale pour entrer en opposition avec le *bakufu*.

L'Empereur et les *daimio* se sentent offensés de n'avoir pas été consultés lors de la signature des traités et considèrent l'acte de signature comme « *inqualifiable, déplorable et catastrophique* ». Les deux camps ne se faisaient de cadeaux d'un côté comme de l'autre. Le *bakufu* faisant la guerre aux fiefs rebelles, emprisonnant et condamnant à mort les opposants, pendant que ceux-ci assassinaient aussi bien des membres de haut rang du *bakufu* ou des étrangers. Mais face à la situation qui s'aggrave, ils s'accordent pour essayer de trouver une solution qui convienne aux uns et aux autres. Ils cherchent une solution qui redonnerait du poids politique à l'Empereur et un *bakufu* qui verrait le pouvoir des Tokugawa partagé avec les *daimio* écartés jusque-là. Cette solution, c'est le haut du panier des *daimio* de la cour qui la souhaite (« *tout changer, pour que rien ne change* »).

Mais il en est autrement dans les couches subalternes de la noblesse guerrière. Dans les années 1850, on compte pratiquement 2 millions de *samourais* au Japon. Beaucoup d'entre eux ont un niveau d'instruction élevé pour l'époque. Certains occupent des fonctions dans l'administration shogunale ou administrent les fiefs des *daimio*. D'autres occupent des fonctions d'officiers dans les armées. Ils se forment aux méthodes occidentales et apprennent très vite. Ils sont aussi informés des régimes politiques occidentaux dans lesquels la féodalité a disparu, comme en France ou en Angleterre.

Surtout, une partie d'entre eux comprend bien qu'une victoire militaire est impossible dans l'immédiat contre les Occidentaux, qu'il faut absolument moderniser le pays

pour y arriver, quitte à transgresser leur sentiment anti-étranger (« *expulser les barbares* ») en se rapprochant des Occidentaux pour apprendre d'eux.

Ces *samourais* réformateurs prennent des contacts entre eux par-delà leurs différents fiefs. Ils sont pour la plupart originaires des fiefs du sud du Japon (Satsuma, Choschu). Il faut également noter dans ces régions, dès 1859, un rapprochement des fonctionnaires samouraï avec les marchands, par le biais d'accords commerciaux en vue de développer le commerce extérieur. Mais ils se heurtent au monopole du *Bakufu*, du fait des limites imposées par les traités inégaux. Et ils en ont conclu que le *bakufu* et son *shogun* sont incapables de réformer le pays, qu'ils sont incapables de s'opposer aux intérêts commerciaux des étrangers. Pour eux, ils doivent disparaître, pour pouvoir moderniser le pays et permettre la mise en place d'une nouvelle organisation politique autour de la figure de l'Empereur. « *Un pays riche, une armée forte* » (*Fukoku kyōbei*) devient le mot d'ordre des réformateurs.

La prise de pouvoir effective des réformistes a lieu le 3 janvier 1868. Les armées des fiefs fidèles à la réforme cernent le palais impérial de Kyoto, où l'empereur a convoqué l'ensemble de la noblesse du Japon pour une énième tentative de réforme d'en haut. Une réforme qui conserverait le pouvoir de tout ce beau monde, où il est envisagé que le *shogun* perde son titre mais qu'il reste chef de gouvernement. Mais à l'extérieur du palais, les troupes du *shogun* sont en nombre insuffisant face à celles des fiefs réformateurs.

L'empereur Mutsuhito abolit les fonctions impériales du *bakufu* et du *Shogun*. Un gouvernement est formé, avalisé par l'empereur, composé d'un président, de pairs et de conseillers. Ce gouvernement est formé dans un premier temps par des *daimio* et des membres de la cour impériale, mais il est prévu qu'il soit ouvert à « *toutes personnes de bonne volonté* ».

Le dernier *shogun* Yoshinobu, avec l'aide des vassaux de ses fiefs, va se lancer dans une guerre civile contre le nouveau pouvoir. Cette guerre durera un an. Appelée la guerre de *Boshin* (année du dragon), elle voit la victoire du nouveau pouvoir et la reddition du *shogun*. Les deux armées étaient dans une phase de modernisation : l'armée du *shogun* formée par la France ; l'armée gouvernementale reposant sur les armées des fiefs du Sud, soutenue par l'Angleterre et la Hollande.

Dès la fin de la guerre civile, en 1869, l'autorité impériale et son gouvernement reconnus par les puissances étrangères, allaient pouvoir se lancer dans la grande réforme qui allait abattre le système féodal et lancer le pays sur la voie du capitalisme. C'est cette période qui est appelée l'ère Méji.

14) Le nouveau pouvoir centralise l'administration et la finance

Le système des quatre classes qui hiérarchisait l'ancienne société est aboli. En théorie, tous les postes de la nouvelle administration deviennent accessibles à tous, dans la société civile.

Afin d'unifier fiscalement et administrativement le pays, il était nécessaire de retirer la levée de la fiscalité aux *daimio*. Dès 1869, ce sont les officiers réformistes du sud qui vont pousser en ce sens et obliger leur *daimio* de Satsume, Choshu, Tosa et Saga à offrir la reddition de leur pouvoir à l'Empereur. D'autres *daimio* d'autres fiefs restituent alors spontanément leur pouvoir, après quoi la mesure sera rendue obligatoire. Les fiefs et sous-fiefs sont ainsi supprimés et transformés en départements. Les *daimio* conservent le pouvoir en devenant préfet de leur ancien fief et en reçoivent un dixième des revenus.

En attendant la constitution d'une armée nationale de conscrits, les hommes d'armes des armées seigneuriales, les *samouraïs* passent sous contrôle de l'Etat central et deviennent contribuables de l'Etat, perdant leurs droits liés au système féodal. C'est sous le contrôle de cette nouvelle armée et de son encadrement d'officiers très impliqués dans la réforme que le démantèlement des fiefs et des sous fiefs a lieu.

Yokohama étant le principal port où le commerce extérieur du Japon s'effectue (83% des exportations et 87% des importations), il est décidé que Edo, étant proche, devienne la capitale administrative de l'Empire et s'appelle maintenant Tokyo. Le 20 janvier 1868, est lancée une réforme du système monétaire, l'émission de billets de banques, s'appuyant sur les trois corporations de marchands les plus puissantes, très impliquées dans le commerce extérieur. Celles-ci, Mitsui, Ono et Shimada sont forcées de reverser une contribution de dix millions de ryo (l'ancêtre du Yen) et deviennent à ce titre banquiers attitrés du gouvernement. C'est le début de la montée en puissance du capitalisme japonais, organisé autour de banques puissantes. Cette première réforme monétaire centralise très rapidement le système financier, et habitue la population à la circulation des billets. En 1871, le Yen remplace le Ryō, ce qui met définitivement fin au système monétaire des Tokugawa. Enfin, la Banque du Japon sera créée en 1885 et aura le monopole de l'émission de monnaie.

L'administration des anciens fiefs étant pris en main par la nouvelle autorité, celle-ci hérite aussi de ses dettes. Elles étaient colossales pour l'époque. Un calendrier de remboursement est établi à la hâte pour le remboursement des 23,5 millions de yen (1 yen équivaut à 1 dollar de l'époque) dont 2,8 millions de yens dus aux étrangers. 1700 espèces de billets émis par les fiefs sont changés par l'Etat. Pour ne pas se mettre les anciennes élites féodales à dos, le gouvernement fait le choix de les indemniser. C'est une mesure qui coûte extrêmement cher, mais elle aura permis d'éviter une longue guerre civile. Les dépenses du gouvernement pour indemniser l'ancienne classe dirigeante représenteront la moitié des dépenses totales du budget dans les premières années, et encore 13% en 1890.

15) L'Etat capitaine d'industrie

Pour rattraper son retard industriel sur l'Occident, les nouveaux dirigeants vont favoriser la diffusion dans toute l'économie des innovations industrielles existant sur le territoire, qui étaient entravées par l'ancien régime. Des centaines de Japonais sont envoyés à l'étranger afin de se former aux techniques occidentales. Des conseillers et techniciens étrangers anglais, français, allemands, américains et hollandais, payés très cher, viennent s'installer sous contrat au Japon pour former la main-d'œuvre aux nouvelles machines

importées des pays industrialisés. Puis ceux-ci sont renvoyés aussi vite que possible, car ils symbolisent en même temps l'ouverture forcée et la dépendance du Japon.

L'école est mise au centre du système industriel, et prend autant d'importance que l'unité du pays et la défense nationale. Dès 1871, est mis en place un ministère de l'éducation. Le système scolaire permettait déjà à une partie de la population d'accéder à l'éducation sous le régime précédent ; 40 à 50 % des hommes et 15 % des femmes savaient lire et écrire. C'est donc très vite que le pays va s'orienter vers la généralisation de l'école élémentaire obligatoire et établir des écoles secondaires, des collèges techniques et des universités. Cette école n'est pas faite pour le développement personnel, mais pour imposer la discipline du travail industriel grâce à un système éducatif fondé sur la docilité. Certains étudiants sont autorisés à aller étudier dans des universités américaines et européennes.

Si le Japon fait appel à des techniciens étrangers, s'il emprunte des capitaux sur les places étrangères, et s'il achète du matériel étranger, les investissements directs étrangers dans l'industrie japonaise, eux, sont presque inexistants. Dans une première période, de 1870 à 1880, les capitalistes étrangers hésitent à investir, car ils considèrent encore le pays trop peu sûr. Mais après 1880, c'est l'Etat japonais qui met en place des barrières administratives qui dissuadent les capitaux étrangers de s'investir. Cette situation particulière au capitalisme japonais va le préserver dans une large mesure de la concurrence étrangère. Et elle dure d'ailleurs encore aujourd'hui.

Jean-Pierre Rioux, dans *La Révolution Industrielle* décrit le développement du capitalisme nippon en trois phases :

1) 1870-1880 : c'est l'Etat qui investit ou crée lui-même les entreprises dans le textile, les mines, le verre, le ciment, les machines, les chantiers navals. Dans le chemin de fer, la première ligne Tokyo-Yokohama est construite en 1872 par des ingénieurs anglais avec des capitaux souscrits à Londres, les suivantes de 1880 à 1890 le seront par des ingénieurs japonais et des financements japonais. En 1880, l'Etat possède 3 chantiers navals, 5 usines de munitions, 52 usines diverses, dix mines, 135 km de chemins de fer, un système télégraphique et 51 navires de transport.

2) Après 1880 : L'amorçage de la pompe de l'industrialisation étant correctement établi, l'Etat cède à bas prix les entreprises qu'il a créées au secteur privé, par une conversion qui n'existe nulle part ailleurs dans l'Occident. Ces grosses entreprises se retrouvent dans le champ d'achat des grandes banques et des marchands les plus puissants (Mitsui, Mitsubishi, Sumitomo, Yasuda) qui seuls peuvent les acheter. Ces grandes banques, comme on l'a vu précédemment, ont pour origine les grands marchands devenus banquiers d'Etat. La plupart des nouveaux chefs d'entreprises sont d'anciens *samourais* (Mitsubishi a été fondé par Iwasaki du clan Tosa en 1870).

Une fusion s'opère sans concurrence entre le capital financier et le capital industriel en un « clin d'œil ». Un fort lien de confiance s'établit entre les milieux d'affaires et le monde politique, apparenté à un système de loyauté féodale. Les grands trusts, qui organisent, contrôlent les investissements et l'activité industrielle autour d'une entreprise financière, vont être appelés les *zaibatsu*. Cette concentration de l'économie favorise la

production de biens d'équipement au détriment des biens de consommation et permet au capitalisme japonais de se passer des équipements venant de l'étranger. Ce fonctionnement durera jusqu'à 1945 et le démantèlement par l'armée américaine après la défaite du Japon lors de la Deuxième Guerre mondiale.

A côtés des *zaibatsu*, l'Etat favorise par des prêts et des subventions la création d'entreprises, en priorité celles qui adoptent la forme de sociétés par actions, favorisant et encourageant l'investissement du capital dans l'industrie. Il cherche aussi, par une certaine forme de planification, à orienter et moderniser la petite production encore basée sur la production à domicile.

3) Après 1900 (le troisième âge) : C'est l'industrie textile qui a été le premier moteur du capitalisme japonais. Le coton américain venant alimenter les machines à tisser anglaises, le textile va représenter pendant trente ans plus de la moitié de la production industrielle (chiffre de production multiplié par 33 entre 1870 et 1910). A partir de 1880 ce sont les constructions navales et d'armement qui prospèrent. Les secteurs des mines, de la sidérurgie, de la mécanique, de la chimie ne démarreront qu'après 1900 et ne s'épanouiront qu'avec la Première Guerre mondiale. A partir de 1910, la production en usine excède la production à domicile et le Japon devient une véritable puissance capitaliste rivale des occidentales.

16) Un développement sur le dos de la paysannerie

Cette modernisation du pays à marche forcée à un coût, et ce coût, c'est la paysannerie qui va le supporter. Pour les gouvernants de l'ère Méiji, il s'agit de mettre en place un impôt efficace qui taxe la terre. Jusque-là les différentes redevances versées par les paysans à leurs *daimio* l'étaient en nature, plus précisément en riz (*koku*). Le nouvel Etat moderne ne peut lever un impôt en nature et se doit de le faire en numéraire. Le gouvernement va donc d'une certaine façon révolutionner la possession de la terre. Il va la rendre aliénable, vendable. La vente libre des terres est donc autorisée le 23 mars 1872. Ainsi la terre acquiert un prix. Le nouvel impôt va être basé sur le prix de la terre et non plus sur la récolte. Un pourcentage de 3% est institué sur la valeur de la terre. C'est l'impôt foncier qui est mis en place. Chaque possesseur de terre, petit, moyen ou grand, devient contribuable et seul responsable du paiement de l'impôt, et non plus le village comme dans la période antérieure.

S'il n'y a pas d'archives prouvant la propriété, une règle institue que ce sera le dernier créancier qui est propriétaire de la terre. Le paysan qui n'a jamais hypothéqué sa récolte devient possesseur de sa terre. Si une récolte avait été hypothéquée (ils étaient très nombreux dans ce cas, 30%), c'est celui qui détenait la créance, l'hypothèque, et qui pouvait être un autre paysan ou un marchand de la ville, qui devient possesseur de la terre.

Va donc se constituer une classe paysanne pauvre sans terre qui va se transformer en fermiers ou en métayers, et une classe de paysans propriétaires, dont la partie la plus pauvre finira plus tard aussi dans le fermage ou le métayage (obligé de revendre son lopin de terre pour survivre). Enfin, une classe moyenne de paysans propriétaires et de

possesseurs de terres riches vit en ville et loue maintenant leur terre aux fermiers. Mais la petite parcelle reste largement majoritaire. Seule une poignée de propriétaires marchands ou financiers peut se permettre de vivre en ville sans travailler la terre.

Les communaux, les forêts seigneuriales et toutes les terres pour lesquelles la preuve de la propriété n'a pu être fournie, sont confisqués au profit de l'Etat ou des préfectures. Les 3 % d'impôt foncier vont s'avérer difficilement tenables. De multiples révoltes paysannes réprimées très durement vont avoir lieu contre le gouvernement. Au début des années 1880, il devra le descendre à 2,5%. Les paysans sont la seule catégorie de la population à payer un impôt et donc à alimenter les caisses de l'Etat. Il faudra attendre 1887 avec l'institution de l'impôt sur les revenus et 1897 pour l'impôt sur les entreprises pour voir les revenus de l'Etat augmenter réellement.

Dès les années 1878-82 et malgré les conditions très rudes du travail de la terre, la productivité à l'hectare de la tonne de riz (2,36 tonnes) dépasse largement les autres pays d'Extrême Orient, qui devront attendre la révolution verte des années 1950-60 pour atteindre de tels chiffres. La production agricole va augmenter pendant les 50 années suivantes de 2% par an en moyenne. C'est que l'Etat, en favorisant la création de sociétés d'agriculture, coopératives agricoles, organise la diffusion de méthodes et techniques nouvelles du travail de la terre.

Avec l'autorisation de l'Etat pour le paysan de pratiquer n'importe quelle culture sur sa ou ses parcelles, une variété multiple de produits vont se diffuser sur les marchés, contribuant à l'amélioration du niveau de vie des villes. La classe paysanne sera aussi un vivier de main-d'œuvre pour les usines, surtout celles de textiles, notamment par une importante main d'œuvre féminine. La première grève ouvrière recensée est une grève de femmes dans la papeterie en 1886. Il faudra attendre les années 1930 pour voir la population masculine dépasser celle féminine dans l'industrie. Quant aux paysans hommes, ils vont être à la base de l'armée de conscription japonaise qui va se lancer dans les guerres de colonisation.

17) L'empereur et la société japonaise

Après le renversement du *bakufu* et du *shogun* début 1868, le personnel politique qui occupe les postes gouvernementaux et la tête de l'Etat sont avant tout les anciens *daimio* et les nobles entourant l'Empereur. Au fur et à mesure des années qui suivront, les officiers réformateurs (anciens *samourai*), qui ont commandé les armées victorieuses face aux armées du *shogun*, vont progressivement remplacer tout l'appareil politique d'origine.

Au sein de ces officiers accédant au pouvoir, deux lignes politiques vont s'affronter au cours des premières années de réformes, l'une défendant les privilèges nobiliaires, l'autre favorable à l'Etat central, son fonctionnariat et l'abolition complète des privilèges de l'ancien régime. La deuxième ligne l'emporte dans une guerre (guerre de Satsuma) très dure au cours de l'année 1877 dans le sud de la région de Kyushu, contre la partie menée par des officiers favorables à la première ligne.

C'est à partir de cette date et l'accession d'Ito Hirobumi, fils d'un *samurai* de Choshu (sud du Japon) à la tête du gouvernement que le retour en arrière devient impossible et que la stabilité du pouvoir devient vraiment effective. L'idée d'un parlement à mettre en place est dans la tête des élites. Si les *daimio* et gens de la cour ne sont plus au pouvoir, celui-ci se retrouve monopolisé entre les mains des deux puissants groupes d'intérêt de Satsuma et Chōshu, qui verrouillent l'accès aux fonctions suprêmes.

Reste le rôle de l'Empereur à clarifier. Les Occidentaux poussent les dirigeants japonais à occidentaliser leur système politique. Ce sera chose faite le 11 février 1889 par la promulgation de la Constitution Impériale par l'Empereur lui-même. Celle-ci officialise que l'Empereur (*tenno*) exerce le pouvoir officiel avec l'accord du Parlement. Celui-ci sera composé d'une chambre haute avec des membres nommés et héréditaires et d'une Chambre basse avec leurs membres élus au suffrage censitaire, mais avec des pouvoirs limités sur l'exécutif. Le gouvernement est responsable devant le seul Empereur qui convoque et dissout le parlement. Celui-ci est aussi chef suprême des armées, il a le pouvoir de déclarer la guerre, de conclure la paix et de ratifier les traités.

Cette constitution est née d'une préparation entre des dirigeants japonais et des juristes allemands. Elle est à l'image de ce qui peut exister en Europe, en Allemagne ou en Italie à l'époque, et donne à l'Empereur un droit de décision et de regard sur la politique menée par le gouvernement. Mais c'est le gouvernement qui construit la politique du pays. Cette constitution permet une ouverture aux élites à la tête de l'Etat, mais la soumission des décisions gouvernementales à l'Empereur verrouille la mise en place d'une véritable démocratie bourgeoise. La hiérarchie de soumission à l'Empereur, imposée de fait à toute la société japonaise, impose à chaque individu une loyauté en dernier ressort à l'Empereur.

Des partis politiques libéraux se formeront et s'affronteront dans la Chambre basse, contesteront les décisions gouvernementales et feront même tomber des gouvernements par le seul pouvoir que possède cette chambre sur le budget de l'Etat. Mais la nomination des ministres et chef de gouvernement reste entre les mains de l'Empereur.

Pour la population, le rôle de l'Empereur et sa personne même étaient étrangers sous les régimes des *shogun*. En 1869, les nouvelles autorités instituent le culte shinto comme religion d'Etat, sous l'autorité du ministère de l'intérieur. Ce culte existe depuis longtemps dans la population, mais on lui adjoint la vénération d'Amaterasu, soi-disant ancêtre de l'Empereur, aux dépens de cultes d'ancêtres plus anciens. Les sanctuaires du culte Shinto avaient fusionné avec le bouddhisme au cours de l'histoire. Les ornements relatifs au bouddhisme en sont retirés et vendus à l'étranger. Des temples bouddhiques sont détruits et l'Etat laïcise des cloîtres.

On peut alors parler de « national-shintoïsme » (*Kokutai*). Le culte de l'Empereur, « *esprit divin sous forme humaine* » se construit par l'intervention de l'Etat, sous l'ère des gouvernements Méji. Le *kokutai* est enseigné à l'école obligatoire. Le Rescrit (texte d'autorité impériale) sur l'éducation que tout écolier doit apprendre liste les principes tel que : loyauté du sujet, obéissance confucianiste aux parents, vénération exclusive de l'Empereur, conscience nationale, souci majeur du bien commun avant celui de l'individu.

18) Le colonialisme japonais et la guerre

Le slogan fédérateur des officiers réformateurs de l'Ere Méji était « *un pays riche, une armée forte* ». Malgré la fin du shogunat, les traités inégaux sont toujours vécus comme une insulte suprême. Et pour les nouveaux dirigeants, il faudra un jour ou l'autre chasser les étrangers, par la force s'il le faut.

En attendant, en 1870 c'est l'armée de terre et la marine (l'aviation n'existant pas) qu'il faut moderniser. Comme dans l'industrie, on fait appel aux militaires étrangers pour la formation. Officiers français, anglais, américains et allemands vont se charger de former la nouvelle armée impériale japonaise tandis que des officiers japonais partent à l'étranger se former dans les académies militaires. La conscription devient obligatoire en 1873, mettant fin réellement aux restes des anciennes armées constituées des *samourai*. Et comme dans l'économie et les hautes sphères de l'Etat, ce sont principalement les officiers originaires des fiefs du sud du Japon qui vont se partager le haut commandement de l'armée. Les officiers de Choshu prennent le commandement de l'armée de terre et ceux de Satsuma celui de la marine. La presse japonaise dénoncera cette oligarchie des *han batsu* ou « caste de fiefs ».

Une première expédition militaire japonaise a lieu dès 1872 contre le royaume de l'archipel de Ryukyu (Okinawa). L'archipel est annexé au Japon après une guerre de neuf ans. Le Japon impose son autorité à la population, obligée par la force de se plier à l'administration japonaise. Une deuxième expédition militaire est lancée sur Taïwan en 1874, contre les aborigènes locaux. Taïwan étant sous domination chinoise, c'est l'Angleterre qui va servir de médiateur entre les deux empires. La Chine paiera une indemnité au Japon, qui retire ses troupes.

Ces deux expéditions militaires n'ont mobilisé que peu d'hommes et de bateaux, mais elles sont les premières projections militaires vers l'extérieur, et elles permettent de tester la réaction de l'Empire chinois. Celui-ci ne bouge pas. Le véritable enjeu, c'est la Corée. Car le Japon a besoin de matières premières pour sa nouvelle industrie, et la Corée en possède. La Corée se retrouve coincée entre les deux empires, chacun essayant d'influencer les gouvernements coréens.

En 1894, l'Empire japonais, se sentant suffisamment fort, envahit la Corée avec 250 000 hommes et s'affronte à l'armée de l'Empire chinois qu'elle défait. Le traité de paix de Shimonoseki est signé. La Chine reconnaît l'indépendance de la Corée (sous contrôle japonais), elle paie des indemnités de guerre au Japon. Taïwan et certaines îles voisines, la péninsule de Liaodong chinoise deviennent japonaises. De plus, l'Empire japonais reçoit le droit de construire un chemin de fer en Mandchourie du sud.

Les Occidentaux sont stupéfaits par la maîtrise et la maturité technique de l'armée japonaise. La Russie, l'Allemagne et la France vont rappeler au Japon qu'ils sont aussi présents en Chine et dans la région. Ils font renoncer le Japon à la région chinoise de Liaodong. Le Japon s'incline face à cette triple alliance. Profitant de la défaite de l'armée chinoise, La Russie et l'Allemagne imposent à la Chine l'installation de comptoirs et la province de Liaodong passe sous contrôle russe. De son côté, le Japon va profiter des

indemnités de guerre chinoises, de l'influence militaire et économique dont elle dispose sur la Corée. Et il développe l'industrie coréenne dans le but de s'assurer une suprématie militaire pour un prochain conflit.

En 1900, le Japon est associé avec les Occidentaux à la répression des Boxers en Chine. Dix mille soldats japonais y participent. Cette révolte nationaliste, qui s'oppose notamment à la présence des étrangers, est écrasée. Le Japon devient un acteur incontournable de la région.

L'Angleterre, craignant de se retrouver seule face à la triple alliance (Russie, France, Allemagne) dans la région, va signer un traité avec l'Empire japonais où chaque partie s'engage à rester neutre si l'autre guerroye en Asie et à l'aider militairement si deux puissances ou plus l'attaquent. En bref, l'Angleterre empêchera une triple intervention contre le Japon et reconnaît ses intérêts politiques et économiques en Corée. Ce traité est le premier de cet ordre entre une nation occidentale et un Etat asiatique. Le Japon obtient la reconnaissance de son égalité diplomatique avec une grande puissance.

En fait, la guerre qui s'annonce est l'affrontement du Japon contre la Russie. Le Japon n'a pas digéré que la région chinoise du Liaodong passe sous le giron russe, et la Russie pousse ses pions militaires et capitalistes en Mandchourie en investissant massivement dans le développement du chemin de fer. Le 10 février 1904, la guerre éclate entre les deux pays, préfiguration de la Première Guerre mondiale. Des millions d'hommes sont engagés à terre et les deux marines s'affrontent sur mer. Les armes les plus sophistiquées de l'époque sont employées.

Le Japon sort vainqueur du conflit après avoir décimé la flotte russe lors de plusieurs batailles navales. Cette fois, ce sont les Etats-Unis qui servent d'entremetteur entre les deux protagonistes. La Russie ne paye pas d'indemnités de guerre mais cède au Japon la moitié de l'île de Sakhaline, les territoires de Port-Arthur et de Dalian, la péninsule de Liaodong et le contrôle du chemin de fer du sud de la Mandchourie. Elle reconnaît les droits exclusifs du Japon en Corée.

Cette victoire du Japon a un retentissement international. En Asie, elle trouve un écho parmi les mouvements de libération nationale contre les jougs coloniaux. Apparaît le slogan « *L'Asie aux asiatiques* ». Des nationalistes indiens visitent le Japon. Au Moyen-Orient, des poètes égyptiens, turcs et persans écrivent des odes au Japon et à son Empereur, des mères nomment leur fils Togo du nom de l'Amiral vainqueur dans la bataille maritime de Tsushima. Du côté russe, la défaite sera le déclencheur de la Révolution de 1905.

Cette victoire aura aussi comme conséquence l'abolition des Traités inégaux signés en 1858 par le Japon. Le 29 juillet 1907, la France et les Etats-Unis reconnaissent la suprématie du Japon en Corée par le traité de Katsura-Taft. Les puissances occidentales reconnaissent ainsi le Japon comme leur égal, lui faisant un chèque en blanc pour l'annexion de la Corée. Ce sera chose faite en août 1910 quand la Corée devient officiellement une colonie du Japon.

Il aura fallu à peine 40 ans au Japon pour devenir une puissance capitaliste capable de rivaliser avec celles de l'occident. Ses deux colonies, Taïwan et la Corée, ses possessions et ses intérêts en Chine, vont lui permettre maintenant de pouvoir passer de rang de puissance régionale au rang de puissance capitaliste mondiale.

19) Le Japon, un cas particulier

La révolution industrielle a donné à l'Europe occidentale une supériorité technique, économique et militaire qui en a fait le dominateur du monde au 19^e siècle. De nombreux pays vont tenter de réagir pour ne pas tomber sous cette coupe occidentale et dans le sous-développement. La plupart, Egypte, Inde, Chine, Amérique latine, vont échouer. Le Japon sera l'un des très rares à y parvenir. Il parviendra même au détour des années 1960 à la deuxième place mondiale, après les Etats-Unis.

Pour parvenir à cette situation, le Japon aura eu besoin d'avancer à marche forcée sous la direction de l'Etat, vers un capitalisme et une administration modernes, tout en procédant à un rigoureux protectionnisme pour se tenir à l'écart de la concurrence européenne puis américaine. Surtout, à la différence des autres pays qui n'y parviendront pas, il a procédé au sein des élites à une véritable révolution politique et sociale.

C'est finalement une caste de samourais plutôt déclassés et relégués dans certaines provinces qui prend la tête de la réforme, et qui enlève le pouvoir à la vieille noblesse. C'est cette révolution sociale qui, seule, interdit aux vieilles couches dirigeantes de continuer à prélever une part importante de la plus-value issue du travail des paysans, mais aussi des bénéfices du commerce moderne avec les pays de la région. Ces couches gaspillaient les richesses ainsi détournées, interdisant le développement d'un véritable appareil de production, indispensable au développement du capital.

Odile Castel dresse un parallèle entre les samourais du Japon et l'oligarchie foncière des mamelouks en Egypte. « *Dans les deux cas, une révolution sociale permet la mobilisation d'une fraction importante du surplus agricole en vue d'une accumulation rapide dans l'industrie. La mécanisation des branches pilotes est accompagnée par le développement des infrastructures nécessaires, tandis que le marché intérieur est énergiquement protégé.* » Mais dans le cas de l'Egypte, une intervention militaire étrangère, l'occupation anglaise de 1882, met fin à l'indépendance du pays et casse net le processus de développement capitaliste.

Dans le cas du Japon, il n'y aura pas eu de brutale intervention militaire de ce type. Il semble que les Occidentaux aient été rassurés par la signature facilement obtenue des divers traités inégaux, et en aient conclu un peu vite que le Japon n'était pas un danger à la hauteur. Ils seront très surpris par les victoires militaires du Japon en Corée, à la toute fin du 19^{ème} siècle. Il était alors un peu tard pour procéder à une action de force. D'autant qu'une concurrence exacerbée entre eux dans la région les empêchait de s'unir face au Japon. Les divers impérialismes ont donc fait le choix de considérer le Japon comme un des leurs.

Bibliographie

- Histoire du Japon, des origines à nos jours de Gérard Siary. Texto. 2022
 - Meiji-1868, Révolution et contre-révolution au Japon de Paul Akamatsu. Calman-Lévy. 1968
 - La révolution industrielle 1780-1880 de Jean-Pierre Rioux. Seuil. 1971
 - Histoire des faits économiques de Odile Castel. Sirey. 1998
-

10/2023